

Pour suivre
l'actualité régionale
abonnez-vous
au Canal :
www.le-canal.com
02 69 22 97 40

Il y a pire que de ne pas avoir une information : c'est de croire qu'on l'a...

AUJOURD'HUI

LA "PENSÉE" DU JOUR

Le bruit du fleuve n'empêche pas le poisson de dormir.

MÉTÉO

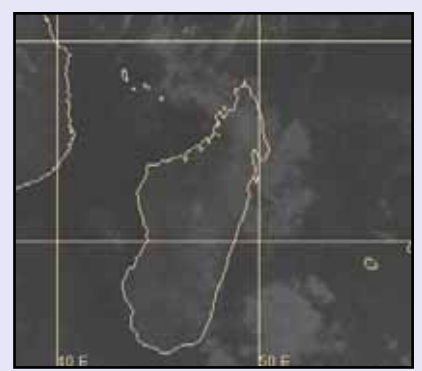


Photo satellite situation le 28-05 à 18h00 TU

Grande Comore

Evenement

Menace d'éruption du volcan Karthala.

Une lumière rouge au dessus du karthala a semé une certaine panique dans les régions proches du volcan qui ont alerté les autorités dans la soirée. La lumière est visible à Moroni où les gens sont sortis des maisons pour surveiller l'évolution du phénomène. Les autorités n'ont pas encore confirmé s'il s'agit bien d'une éruption ou pas. Mais les responsables de la sécurité civile ont été convoqués d'urgence à la gendarmerie vers 21h 30 hier. Ce qui laisse penser à une possible menace du volcan Karthala.

Mayotte Politique

Investiture de Ahmed Abdallah Sambi:

"Je ferai ce que j'ai promis pendant la campagne"

Onze ans après le passage de relais entre Djohar et Taki, les Comores ont vécu vendredi, la deuxième alternance démocratique de son histoire.



Poignée de main démocratique entre l'ancien et le nouveau Président.

L'investiture du nouveau président de l'Union des Comores vendredi dernier au palais présidentiel de Beit Salam était à l'image de son élection: populaire et pleine d'espoir. Près de 5000 personnes venues de toutes les îles de l'archipel -outre le député Mansour Kamardine qui faisait partie de la délégation française, une dizaine d'invités mahorais parmi lesquels le grand cadî, le délégué aux affaires culturelles et le maire de Koungou- ont assisté à cette cérémonie. 87 personnalités étrangères représentant 8 pays et 4 organisations internationales ont également fait le déplacement. Aucun chef d'Etat mais en revanche, de fortes délégations comme celle des Etats Unis (14 personnes essentiellement des militaires notamment l'amiral Richard Hunt, commandant la flotte américaine basée à Djibouti) ou celle de

la Tanzanie (26 personnalités conduites par le vice-président de ce pays). La France a dépêché son ancien ministre de la coopération, Pierre André Wiltzer. Au niveau de la région, l'île Maurice a été représentée par Paul Béranger et son actuel ministre des Affaires étrangères, Madagascar par son Premier ministre et son ministre des Affaires étrangères et le département français de la Réunion par Paul Verges, président du Conseil régional. Empêché, le président sud Africain Tabou Mbéki, coordonnateur des pays de la sous-région et de la troïka de l'Union Africaine pour les Comores, s'est fait représenté par une délégation de 8 ministres. Pour la première fois dans un tel événement, il faut souligner la présence de représentants du Pakistan, du Nigéria, de l'Indonésie et de l'Iran. En lieu et place de Alpha Oumar

Konaré, c'est le vice-président Patock Mazimbaka qui a représenté la Commission de l'Union Africaine, principal artisan de la réconciliation comorienne.

Une cérémonie teintée d'Islam

Face à tout ce monde Ahmed Abdallah Sambi revêtu de sa tenue traditionnelle de mollah, a prêté serment sur le Coran et devant la Cour constitutionnelle avant de prendre sa place de deuxième président de l'Union des Comores aux côtés de son prédécesseur Azali Assoumani et de ses deux vice-présidents. Après plus de deux heures passées à écouter les interventions des représentants des pays invités, Ahmed Abdallah Sambi est monté à la tribune sous les acclamations nourries du public et aux cris d'«Allah Akbar». Le nouvel homme

...

Union

Elections

Premier gouvernement Sambi:

Un gouvernement jeune et réduit

Le président Sambi s'est adressé hier soir à la nation pour expliquer les critères de choix des membres de son gouvernement.

Le président de l'Union des Comores a formé hier soir un gouvernement de 6 membres et constitué dans la foulée un cabinet de trois membres et 5 conseillers. Cette équipe dont la moyenne d'âge est de 40 ans, a été sélectionnée parmi des fonctionnaires comoriens selon "des critères de compétences, de patriotisme et d'honnêteté et non sur des critères insulaires et régionales" a précisé le président Sambi qui s'est adressé à la nation dans la soirée. Certains ont eu à occuper des portefeuilles ministériels dans de précédents gouvernements, mais ne traînent pas de casseroles. Au cours de cette première allocution 48 heures après son investiture, Ahmed Abdallah Sambi a insisté sur la droiture et l'honnêteté qu'il exige à ce gouvernement et annoncé "qu'il veillera personnellement à ce qu'il remplisse les missions qu'il lui a confié, en jouant au gendarme s'il le faut". Quant à la feuille de route de la nouvelle équipe, le président s'est contenté de leur demander dans un premier temps de ressortir des tiroirs, les projets d'investissement qui auraient été bloqués exprès par l'ancien régime qui exigeaient des bakchichs, a déclaré Sambi.

Union

Elections

Une alternance qui met un terme à 9 ans de crise

Fortement impliquée dans la crise comorienne, la communauté internationale espère que les Comores ont tourné la page.

L'alternance démocratique du 26 mai dernier a été saluée par l'ensemble de la communauté internationale comme la fin d'une longue crise qui a ébranlé les Comores depuis 1997. Toutes les interventions entendues lors de la cérémonie d'investiture ont souligné la maturité politique des comoriens qui ont su trouver la voie de la réconciliation et sortir leur pays de la crise institutionnelle engendrée par

Investiture de Ahmed Abdallah Sambi

fort des Comores a très vite imposé son style. Contrairement à la tradition dans ce genre de cérémonie, Sambi s'est d'abord exprimé en comorien puis en français et pour la première fois en arabe, deuxième langue officielle de l'Union des Comores. Il a rappelé sa volonté d'instaurer une justice équitable et demandé aux juges "de prendre sans attendre leurs dispositions" dans ce sens. Au plan économique, il a insisté sur son projet de lutte contre l'habitat insalubre et la précarité, lançant un défi à Mayotte. "Pendant que notre île sœur de Mayotte, connaît un niveau de vie relativement amélioré avec le seul apport de la France, il est inadmissible

que les Comores qui bénéficient du soutien de plusieurs pays amis, mènent une vie indécente" a-t-il lancé. Réagissant a-t-il dit "à l'image négative" qui lui a été collée par la presse internationale, Ahmed Abdallah Sambi a défini sa conception de l'Islamisme. "Si être islamiste, c'est se comporter dans le respect des valeurs morales et culturelles de notre pays, alors je suis islamiste; si être islamiste, c'est s'engager pour la justice alors je suis islamiste; si être islamiste, c'est témoigner de sa compassion et de sa solidarité aux plus démunis, alors je suis islamiste". Destinée à rassurer ceux qui craignent une dérive intégriste, cette définition a été

accompagnée par l'engagement affiché du nouveau président à "respecter la Constitution actuelle" et son affirmation à se "conformer aux engagements internationaux auxquels l'Union des Comores a souscrit".

Azali conspué

L'ambiance de fête de cette cérémonie a été cependant perturbée par une partie de l'assistance qui a hué le président Azali, gêné dans son intervention en langue comorienne. Un incident qui n'a pas empêché la plupart des intervenants de rendre hommages à l'action du président sortant Azali Assoumani.

KES

Mayotte

Environnement

Des traces de fioul à Saziley

Des boulettes d'hydrocarbures ont été trouvées sur la plage du sud de Mayotte samedi. Elles pourraient provenir d'un dégazage au large de l'archipel.

Des boulettes d'hydrocarbures ont été trouvées samedi sur la plage de Saziley, située au sud de Mayotte, près de Mtsamoudou. S'il ne s'agit pas d'une importante pollution -on est loin des nappes entières de pétrole se déversant sur les plages de l'ouest français après l'accident de l'Ericka, en 1999-, selon la préfecture, des échantillons de ces traces ont été envoyés pour analyses et une enquête a été ouverte pour savoir l'origine de ces résidus.

C'est une personne qui bivouaquait sur la plage qui a prévenu les autorités, samedi en fin de matinée. "Nous avons alors envoyé sur place une vedette de la Marine nationale et un ULM pour survoler la zone et voir s'il n'y avait pas de nappe plus étendue dans la

mer", affirme Olivier Buisson, des Affaires maritimes. Selon ces investigations, "il n'y a rien de visible".

Parallèlement, une équipe de nettoyage a été envoyée sur la plage, à bord de la Koungué, la vedette de la Police aux frontières. "C'était marée basse, il ne restait plus grand-chose. Nous avons ramassé quelques sacs de boulettes", indique M. Buisson. Hier, une équipe a de nouveau été envoyée sur place, "mais il ne restait pas grand-chose".

Pas de surveillance du trafic

Selon les Affaires maritimes, l'origine de ce dépôt est certainement le dégazage d'un navire croisant au large de l'île. S'il est rare d'en voir leurs conséquences sur terre, comme ce fut le cas

samedi à Saziley, les dégazages sont fréquents dans la zone, faute de moyens de surveillance. "Nous n'avons pas de système pour suivre le trafic dans la zone, comme à Brest ou dans la Manche", explique M. Buisson. "Nous n'avons donc aucune idée du trafic des navires dans la zone." L'enquête s'annonce d'autant plus délicate que "samedi, un navire de la Marine nationale est arrivé à Mayotte. Il n'avait croisé aucun autre bateau. Le dégazage a donc dû se faire très loin des côtes."

Les prélèvements de ces boulettes pourraient en dire un peu plus, dans le sursis qui viennent.

RC

le séparatisme anjouanais. "votre élection constitue un sacre pour les autorités comoriennes sortantes, pour la classe politique et pour l'ensemble du peuple comorien dont l'engagement et le sens des responsabilités ont permis de franchir cette étape décisive du processus de réconciliation nationale" a souligné le vice-président de la Commission de l'Union africaine. Pierre André Wiltzer, envoyé spécial de Jacques Chirac qui représentait également l'Union européenne a souligné que "le temps des coups de force est désormais révolu. Place à la démocratie".

Archipel

Politique

Une délégation religieuse et traditionnelle mahoraise reçue par Sambi

Devant le grand cadî de Mayotte, le nouveau président de l'Union a appelé les Comoriens à "privilégier ce qui unit les quatre îles (l'Islam) et à dépasser ce qui les divise (la politique)".

Ahmed Abdallah Sambi, le nouveau président de l'Union des Comores, a reçu hier après-midi au palais de Beit-Salam, une seconde délégation mahoraise conduite par Mahamoudou Darosy, président de l'Association pour l'organisation de pèlerinage et de Oumrat de Mayotte et Mohamed Hachim, Grand Cadi de Mayotte. Après la délégation politique menée par le député Mansour Kamardine, ce sont donc les religieux mahorais qui étaient à l'honneur.

"Composée de nombreuses personnalités (notables, responsables municipaux, dirigeants d'associations, fonctionnaires, étudiants et retraités), la délégation mahoraise s'est spécialement déplacée à Moroni, afin de présenter au Président de l'Union des Comores, les félicitations des nos compatriotes de Mayotte et de partager la joie de tous les musulmans en général et des Comoriens en particulier", indique la présidence dans un communiqué. "La délégation mahoraise, a rappelé la fraternité qui existe entre tous les comoriens et exprimé la joie qui est la leur de voir une personnalité honnête et sincère accéder au sommet de l'Etat comorien."

Au-delà de la politique, la délégation a demandé que le président de la République aide Mayotte, pour ce qui est de la religion et contribue au renforcement de la solidarité et de l'entraide en la matière, entre les mahorais et les Comoriens des autres îles, rapporte également Beit-

Mayotte

Société

Trois jours de barrages à Combani

Le village du centre de Mayotte a été barré ce week-end par des habitants opposés au déménagement du service de l'état-civil vers Tsingoni. Les interventions des élus et des gardes mobiles n'y ont rien fait. Le mouvement a été suspendu hier soir.

Depuis vendredi, le village de Combani, un axe central de Mayotte par lequel transitent nombre de personnes entre l'ouest de l'île et Mamoudzou, la capitale, était interdit à la circulation. Des habitants ont improvisé des barrages sur tous les axes reliant Combani à Tsingoni, Kahani et Mamoudzou, à l'aide de troncs de manguiers. Hier soir, à 20 heures, il était toujours impossible de se déplacer aux alentours du village. Mais les habitants avaient décidé d'interrompre leur mouvement. Ce matin, il devrait donc être possible de circuler, à condition que les forces de l'ordre aient enlevé les barrages.

La fronde remonte à vendredi. Ce jour-là, des habitants du village jadis réputé pour son marché élèvent des barrages sur tous les axes routiers. Ils comptent ainsi manifester leur mécontentement quant au déménagement du service d'état civil. Installé à Combani depuis 1985, ce service décentralisé gérait le cas des habitants de Combani et Miréréni, conformément à un décret datant de cette année. Voici quelques mois, le service de l'état civil des habitants de



Tsingoni a lui aussi été déplacé à Combani en raison de la construction d'une nouvelle mairie à Tsingoni - Combani appartient à la commune de Tsingoni. Les travaux terminés, le maire (UMP) de la commune, Ali Souf, a décidé de déménager l'ensemble des données et du service à Tsingoni, ce pour des raisons de sécurité. Seulement voilà, la majorité des habitants de la commune s'était habituée à se rendre à Combani, situé au centre de la commune, contrairement à Tsingoni. "Si on renvoie ce service à Tsingoni, cela signifie pour nombre d'habitants un coût de 2 euros de taxi pour aller à Tsingoni. Et pas seulement pour les gens de Combani, mais aussi ceux de Miréréni", expliquait un des porteparole du mouvement hier en début de soirée. Qui poursuivait : "Nous, on demande à ce que le service de l'état civil reste ici pour les habitants de Combani et Miréréni, et que le maire sécurise la mairie annexe de Combani." "Tout le monde savait que ce service devait retourner à Tsingoni", croit un habitant de Combani, "mais les gens n'acceptent pas. C'est trop de frais pour eux". D'où l'explosion de

colère des habitants qui, se référant au décret de 1985, se disent dans leur bon droit.

Lacrymos contre pierres

Vendredi, le village a donc été barré. Les gardes mobiles sont intervenus. Mais samedi matin, à 7 heures, de nouveaux barrages avaient été élevés un peu partout. Les manifestants empêchaient tout véhicule de sortir ou d'entrer dans le village. "Certains demandent 10 euros pour passer. Des gens payent, d'autres non", rapportait un habitant de Combani. Des témoignages devenus monnaie courante lorsqu'un village est barré. Ces sortes de rançons étaient déjà apparues il y a plus d'un an lors des barrages du sud de l'île, quand les habitants protestaient contre la fermeture des dispensaires de villages. Dans la journée, les manifestants ont d'ailleurs été rejoints par des jeunes qui "visiblement se foutaient de la revendication, ils souhaitaient juste foutre le bordel", affirme un témoin.

Dans la journée de samedi, les gardes mobiles sont intervenus à trois reprises. Armés de gaz lacrymogènes

Salam. Les participants ont ensuite entonné plusieurs Kaswida (chant religieux), tirés du répertoire des Confréries "Chadhuli" et "Rifaai", qu'ils ont dédiés au président de la République et à l'ensemble des Comoriens. Sambi a quant à lui appelé tous les comoriens à "privilégier ce qui unit les quatre îles (l'Islam) et à dépasser ce qui les divise (la politique)". Fidèle à ses premières déclarations, il a ajouté qu'il a l'ambition d'inciter les Comoriens des trois îles, qui bénéficient, grâce à l'indépendance, de la solidarité internationale, à dépasser, sur le plan du développement, l'île sœur de Mayotte, "qui ne dispose que du seul appui de l'Etat Français". Il a assuré à la délégation mahoraise que cette "saine compétition", ne peut qu'être bénéfique aux quatre îles. Il a enfin émis le vœu de saisir la meilleure opportunité qui s'offrira à lui, pour effectuer une visite fraternelle à ses "frères de Mayotte". La rencontre s'est achevée par la traditionnelle "Fatha" et les séances de prises de la photo de famille.

Région

Santé

Chikungunya : le point hebdomadaire

L'Insitut de Veille Sanitaire a publié son rapport hebdomadaire sur l'évolution de l'épidémie. Sur l'île de la Réunion, l'InVS l'évalue à environ 260 000 cas, dont 1200 cas lors de la semaine du 15 au 21 mai 2006. Depuis la mi-mars, la diminution se poursuit et se confirme pour la semaine dernière. L'Institut rappelle cependant que « l'évolution de l'épidémie demeure imprévisible en raison d'événements climatiques inopinés qui peuvent contribuer à modifier l'écologie du moustique vecteur de la maladie ». Depuis janvier 2006, 225 certificats de décès dans lesquels le Chikungunya est mentionné ont été recensés.

A Mayotte, le suivi de l'épidémie est beaucoup plus compliqué car « nombreux patients n'ont pas recours aux services médicaux et ne sont donc pas comptabilisés ». « Une enquête menée dans la population générale par l'InVS au début du mois de mai a montré que plus du quart des personnes interrogées déclarait avoir présenté des symptômes compatibles avec le chikungunya. Beaucoup de ces patients avaient eu recours à l'automédication et/ou à la médecine traditionnelle ». A ce jour, aucun certificat de décès portant la mention « Chikungunya » n'a été reçu par la DASS de Mayotte.

et de fumigènes, ils ont à chaque fois démantelé les barrages, essuyant des jets de pierres de la part de certains manifestants. Des images "de guerre", affirme un témoin. Aucun blessé physique n'a toutefois été enregistré. Par contre, "beaucoup de personnes ont été choquées. Les gardes mobiles ont lancé des lacrymos dans le village, sont rentrés dans des maisons, des vieilles personnes ont été blessés moralement par ces actes", assure Abdou Ahamed, porte-parole du mouvement. Des actions qui n'ont pas été très efficaces : à chaque fois que les forces de l'ordre s'éclipsaient, les manifestants barraient à nouveau la route. "Il leur suffisait de 15 minutes", dit un habitant.

Démission des conseillers municipaux ?

Samedi soir, le calme semblait être revenu après une

énième intervention des gendarmes. Hier matin, la Snie, ainsi que le marché, ont ouverts. "Les barrages ont été enlevés. La vie reprend son cours", témoignait alors un habitant joint au téléphone. Mais vers 10 heures, "des manifestants ont à nouveau installé des barrages". Les gardes mobiles ne sont toutefois pas intervenus. "La journée a été calme", affirme notre correspondant.

Hier soir, les négociations entre les élus et les habitants n'avaient pas abouti. Injoignable, le maire (UMP) de Tsingoni, Ali Souf, n'avait pu s'entendre avec les grévistes. Le conseiller général du canton (UMP), Ahameda Abdou -également injoignable-, n'a lui non plus pas su convaincre les manifestants. "Il a joué le rôle de médiateur. Il est connu à Combani. Mais cela n'a pas fonctionné", affirme un membre

de l'assemblée départementale.

En début de soirée, les villageois se sont réunis pour décider de la marche à suivre. Selon Abdou Ahamed, porte-parole du mouvement, "on a demandé aux neuf conseillers municipaux de la commune issus de Combani de démissionner. On verra ce qu'ils feront". A 20 heures, certains d'entre eux avaient démissionné, mais pas tous. En attendant leur décision, ainsi que la réaction d'Ali Souf, les manifestants ont décidé de suspendre le mouvement. "Nous ne barrerons plus les routes demain (aujourd'hui, ndlr). Nous n'enlèverons pas les barrages, mais nous n'empêcherons pas les forces de l'ordre de les enlever", expliquait hier soir M. Ahamed.

RC

Monde

Santé

Le chikungunya menace l'Europe et l'Amérique

Le virus du chikungunya, qui a émergé en 2005 dans l'océan Indien et contre lequel il n'existe pas de vaccin, pourrait s'étendre à de nombreuses autres régions de la planète, notamment les continents américain et européen.

Pour la première fois depuis la découverte en Afrique du virus, il y a 54 ans, des experts de l'institut français de recherche Pasteur ont pu retracer son origine et son évolution grâce au séquençage total du génome de six souches virales. Celles-ci ont été isolées auprès de 127 patients dans l'océan Indien. Les chercheurs craignent que le chikungunya se propage, notamment dans les Caraïbes, en Amérique du Sud, aux États-Unis et en Europe où se trouve le moustique de la famille Aedes, vecteur de l'infection, selon Isabelle Schuffenecker, qui a participé aux travaux.

Le virus, qui est "très mal connu" depuis sa découverte en 1952, a refait son apparition en Inde où plus de 150.000 cas ont été recensés, souligne la chercheuse. Le virus sévit déjà en Asie où il est "installé".

Dans les extraits de leurs travaux publiés mardi dernier, les chercheurs de l'institut Pasteur constatent que des souches de virus, originaires d'Afrique, ont été véhiculées par le moustique - Aedes albopictus - originaire d'Asie. "Jusqu'à présent, le chikungunya était plutôt transmis par le moustique Aedes aegypti, également vecteur de la dengue", expliquent-ils. Il y a eu une "substitution génétique qui pourrait être à l'origine d'une adaptation au vecteur de la maladie", avancent-ils.

Les souches virales dans l'océan Indien sont proches entre elles, mais apparentées aux souches d'Afrique. Ces travaux, qui penchent pour "l'évolution adaptative des souches virales", ouvrent "des pistes de recherche pour expliquer l'ampleur de l'épidémie ainsi que la survenue de formes graves de la maladie".

Afin d'évaluer le potentiel de transmission du chikungunya, les chercheurs envisagent d'infecter des populations de moustiques Aedes albopictus présentes dans le sud-est de la France dans un laboratoire "hautement sécurisé". Ils prévoient aussi de provoquer des confections chikungunya-dengue. Leur objectif est de développer des tests de diagnostic "plus spécifiques, plus faciles à réaliser et moins onéreux".

En 2006, face au pic de l'épidémie à la Réunion, ces chercheurs issus d'une douzaine d'équipes de l'Institut Pasteur, à Paris, se sont mobilisés et ont lancé des recherches sur le développement de vaccins, la mise au point

d'outils pour le diagnostic, le séquençage de souches virales isolées récemment dans l'océan Indien et la mise au point d'un modèle animal d'infection expérimentale.

AP

Afrique du Sud

Environnement

L'Afrique du Sud lance ses stratégies et plan d'action pour la biodiversité

En Afrique du Sud, 80 % de la biodiversité serait située à l'extérieur du système d'aires protégées. Compte tenu de la répartition géographique de cette biodiversité et de son importance, il est pratiquement impossible d'assurer la conservation de la majorité des espèces par des parcs de conservation traditionnels. D'autres moyens doivent ainsi être mis en œuvre pour protéger les 34 % d'écosystèmes terrestres qui sont toujours menacés et les 5 % qui le sont d'une manière critique.

Selon M. Van Schalkwyk, ministre des Affaires environnementales et du Tourisme, la protection de la biodiversité devrait être intégrée aux programmes et politiques économiques. « Nous reconnaissons qu'un développement économique et social viable dépend d'une gestion saine de l'environnement, mais nous savons aussi que nous ne pouvons assurer la protection de l'environnement si la population a faim. La biodiversité a une valeur économique qui est souvent sous-estimée », affirme-t-il.

Du même souffle, M. Van Schalkwyk annonce le lancement de la stratégie nationale et du plan d'action national pour la biodiversité de l'Afrique du Sud. Cette stratégie est une initiative du gouvernement sud-africain de concert avec quelques organismes internationaux et remplit un des engagements du pays, qui est signataire de la Convention sur la diversité biologique. M. Van Schalkwyk estime que cette stratégie et ce plan d'action permettront une approche intégrée, cohérente et coordonnée de la biodiversité.

Mediaterr

Archipel

Revue de Presse

Revue de presse :

Un Président et un Premier ministre

Dans la presse de Moroni, comme on pouvait s'en douter on ne parle que du nouveau président de l'Union des Comores, Ahmed Abdallah Sambi. «Un tsunami nommé Sambi», titre l'Archipel daté de jeudi, qui s'étonne des «ralliements» au nouvel homme fort du pays, «qui vont de la nébuleuse islamiste à des anciens fils de Mao via des minettes en Jean's moulants à la Jennifer Lopez...» Les fashion victimes, justement, «le trouvent beau avec sa djellaba et sa barbe basmati», écrit Aboubacar Mchangama. «Il en joue de son charme. Un gain qui a fait défaut à ses deux concurrents. Minadzidjou à Mutsa, ou dans ces lieux dits infréquentables de la capitale, des jeunes désaxés ne jurent que par Aha. On est Aha pour contester. On est Aha parce qu'on ne croit plus à rien (...) On était Aha tout simplement parce que «ka tsina trontrro». Il est propre. Sa franchise dans le propos est à l'image de ses tirs francs au basket. Sans bavure.»

Dans l'édition de mardi d'Al-watwan, Aha s'exprime, en donnant au journal d'Etat une interview exclusive. «L'importance de la présidence tournante est de calmer les velléités séparatistes», affirme-t-il. «J'ai eu la chance d'être accepté par tous les Comoriens. Les Anjouanais, depuis les primaires, m'ont placé devant. Cela montre qu'ils approuvent mes idées. Je suis alors persuadé qu'ils ont compris que tout ce qu'ils réclamaient pendant la période sécessionniste, ils l'auront sous le parapluie de l'Union des Comores.»

Mais les journaux se font aussi le reflet de l'échec de la CRC, le parti d'Azali, dont le sommet a été atteint vendredi lors de la passation de pouvoir, au cours de laquelle le président sortant s'est fait passablement huer. «Réquisitoire contre un bilan catastrophique», titre par exemple mercredi La Gazette des Comores. «C'est une gestion chaotique de trois décennies d'indépendance que les Comoriens viennent de rejeter», est-il écrit en une. «Mais cette défaite est aussi et surtout celle d'un homme. Le bilan de sept années de pouvoir Azali est lourd ! En prenant le pouvoir par la force, le 30 avril 1999, le colonel Azali avait promis d'en finir avec ces maux qui rongeaient l'Etat depuis l'Indépendance. Le constat est amer et la déception est grande !»

Déception est un mot qui vient également à la bouche des Mahorais pour évoquer la visite dans l'île du Premier ministre français, Dominique de Villepin. Mayotte hebdo dans son éditorial et Le Mawana s'en font l'écho. Toutefois, si le chef de gouvernement n'a pas annoncé grand-chose de concret, les titres locaux se félicitent de cette venue.

«Cinq heures pour promettre des carottes avant la bâton», titre Le Mawana. Qui indique : «Comme d'habitude, un accueil des plus festifs est réservé aux ministres à chacune de leurs visites à Mayotte. Mais cette fois-ci, les élus du Conseil général étaient venus à moitié, probablement du fait que M. de Villepin n'a pas

souhaité ou n'a pas eu le temps de fouler le Conseil général (...) Mais cette fois-ci, il ne s'agissait pas d'une visite officielle mais d'un voyage en terre mahoraise pour se refaire une bonne santé... et soutenir le député UMP Mansour Kamardine.» Et de conclure : «Des promesses immenses ont été scandées. Que du bonheur pour les Mahorais qui ne voient pas encore les sacrifices à faire pour gagner la carotte.»

Sans surprise, l'analyse du Mahorais, journal proche de Kamardine, est toute autre. Dans un travail de désinformation absolument hallucinant, le journal du mardi titre : «De Villepin à Mayotte : 227 millions d'euros». Selon le journal de Samuel Boscher, «pour sa première visite officielle en tant que premier ministre à Mayotte, Dominique De Villepin a revêtu le costume de père Noël. En effet, s'il n'a pas amené avec lui dans sa hotte de grandes réformes, de grandes mesures novatrices, il a cependant pris en considération le travail de fonds mené depuis des mois par Mansour Kamardine pour le pérenniser, le renforcer, en injectant la somme de 227 millions d'euros». Mais à y regarder de plus près, et à lire la double page consacrée par Le mahorais à cette visite, on se rend compte que cette somme, ce n'est pas le ministre qui l'a annoncée, mais Kamardine lui-même dans une tribune libre... Et encore, cette somme comprend les investissements faits par l'Etat depuis des années...

KES, LG et RC